



## Déclaration liminaire

Depuis quelques années, les journalistes togolais font l'objet systématique d'agressions par les forces de l'ordre sur les lieux de reportages surtout lors des manifestations à caractère politique. Nonobstant les séries de séminaires de formations et de sensibilisation organisés par certaines organisations de presse et institutions des droits de l'homme visant à permettre aux forces de l'ordre et aux journalistes à se connaître davantage, force est de constater que les relations entre les agents de sécurité et les journalistes sur les lieux de manifestations n'ont guère connu d'améliorations. En plus des conditions de vie et de travail précaires, les journalistes togolais doivent faire face de la part des forces de sécurité à une violence qui tend à devenir une habitude lors des manifestations publiques. Ainsi au cours de l'année 2012 plusieurs journalistes ont fait l'objet d'agressions sur les lieux de manifestation par les forces de l'ordre.

Le confrère Frédo Attipou, reporter au journal le « Canard Indépendant » et au bimensuel « Sika'a » qui le 02 mars 2012 a été sauvagement roué de coups de matraques, de ceintures par les forces de l'ordre au niveau de la Direction de Moov alors qu'il filmait un incident consécutif à la saisie d'une moto par les policiers lors d'un sit-in organisé par les ODDH pour protester contre la falsification du rapport de la CNDH. Le Ministre de la sécurité et de la protection civile d'alors, le colonel Gnama Dokissime Latta, après des excuses au journaliste avait promis des enquêtes pour punir les agents qui ont agressé ce journaliste. Mais à l'heure où nous sommes, cette promesse est restée sans suite.

Le 27 avril 2012, Noël TADEGNON, correspondant de l'agence Reuters au Togo, qui faisait son travail lors d'une manifestation à la place de l'indépendance, a été abordé par le commissaire SAMA. Ce dernier d'un ton assez menaçant demandait au journaliste pourquoi il braquait sa caméra sur les forces de sécurité au lieu de filmer les manifestants. A peine le journaliste avait rappelé à son interlocuteur qu'il avait le droit de faire son travail en toute liberté, que le commissaire Sama ordonna à ses éléments de lui retirer la caméra. Les policiers se sont immédiatement rués sur le journaliste et l'un d'eux lui a asséné de violents coups à la nuque. Le journaliste Noël TADEGNON s'est retrouvé au sol dans un état inconscient. Après ce forfait, les forces de sécurité l'ont abandonné tout en emportant sa caméra et celle de Didier Ali journaliste caméraman à TV7. Les caméras de nos confrères n'ont été restituées que plusieurs jours après mais le commissaire Sama et ses agents qui ont commis cette agression sont restés impunis jusqu'à ce jour.

Le 2 juillet 2012, le confrère ATAYI AYI du journal « Forum de la Semaine » a été violemment bastonné par quelques individus dans les environs de l'hôtel Eda Oba, au vu et au su des agents des forces de sécurité arrivés sur les lieux mais restés indifférents au sort du journaliste.

Le 5 octobre 2012, c'est au tour du journaliste Justin Anani de l'hebdomadaire « Crocodile News » d'être violemment agressé par le commissaire BABARIM lors d'une manifestation publique dans le quartier de Bè. C'est dans un état d'inconscience totale que le journaliste a été transporté à l'hôpital de Bè pour des soins intensifs après avoir reçu un violent coup aux côtes de la part de ce commissaire.

Face à ces agressions répétitives venant des forces de sécurité et la plupart des cas de leurs supérieurs c'est-à-dire des commissaires de police, face à l'impunité totale dont bénéficient ces agresseurs et vu le silence des institutions qui ont la responsabilité institutionnelle de protéger les journalistes en l'occurrence la HAAC que les organisations comme le RAJOSEP (Réseau des journalistes sur la sécurité humaine pour la paix), le SYNJIT (Syndicat national des journalistes indépendants du Togo) et SOS Journaliste en Danger ont décidé de sortir du silence pour interpeller les autorités à travers une série d'actions pour exiger des excuses publiques de la police et de la gendarmerie nationale, la cessation des agressions contre les journalistes et des sanctions contre les auteurs de ces agressions.

\*Le vendredi 19 Octobre 2012, les trois organisations appellent au sens de confraternité des stations radios du pays à observer une opération « silence – radio » de 12h30 à 13h.

\*Le mardi 23 Octobre 2012 le SYNJIT, le RAJOSEP et SOS Journaliste en danger appellent tous les professionnels de la communication à un sit-in pacifique à l'entrée principale du ministère de la sécurité et de la protection civile.

Les trois organisations se réservent le droit d'organiser d'autres actions d'envergure si le gouvernement ne donne pas une suite favorable aux revendications dans les meilleurs délais.

**Fait à Lomé, le 17 octobre 2012**

**SIGNE**

Pour :

SYNJIT

RAJOSEP

SOS Journaliste en Danger

**Maxime DOMEGNI**

**Sylvio COMBEY**

**Ferdinand Mensah AYITE**